

***Monsieur Le Président de l'Assemblée Générale,  
Mesdames et Messieurs Les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur Le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs Les Chefs de Délégations,  
Mesdames et Messieurs,***

C'est pour moi une très grande fierté et un immense honneur de prendre la parole à cette tribune à l'occasion de la 72<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en ma qualité de Président de la République de Madagascar, au nom du peuple malagasy, mais également en tant que Président de l'organisation du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, le COMESA, et Président en exercice du Sommet de la Francophonie.

Permettez-moi, tout d'abord, Monsieur le Président, de saluer votre élection à la tête de notre Assemblée et de vous réitérer toutes mes félicitations les plus sincères et les plus chaleureuses.

Madagascar, à vos côtés, comme Vice-président de cette Assemblée qui rassemble les 193 États membres de l'ONU, mais aussi après avoir accueilli, les 26 et 27 novembre 2016, le XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, ne peut que partager les valeurs et les idéaux qui nous réunissent ici, pour parvenir ensemble à un monde plus juste et plus stable que constituent: le développement, la paix, la sécurité et le droit international.

C'est vous dire combien le thème de notre débat « *priorité à l'être humain : lutter pour la paix et une vie décente pour tous sur une planète préservée* », nous interpelle tous puisque le sens même de la raison d'être de chaque Etat est d'assurer le bien-être de son peuple avec les voies et moyens de son choix. Pour Madagascar, le choix est clair et évident : nous avons mis et mettons l'humain au centre de nos préoccupations... Nous ne pouvons donc que nous féliciter de la pertinence de ce thème et je suis heureux de partager avec vous ce que nous faisons et nous efforçons de faire à Madagascar depuis 2014, pour rendre aux Malgaches une vie meilleure et décente.

Les défis qui m'attendaient en 2014 lorsque j'ai été élu par le Peuple malgache pour présider à sa destinée à la tête du pays, après un long processus de sortie d'une crise politique, économique et sociale de plus de cinq ans, étaient de taille : un pays et une population accablés par des sanctions internationales pendant cinq ans et qui ont aggravé le taux de pauvreté atteignant les 92 % de la population, l'insécurité alimentaire et la malnutrition des Malgaches, avec comme conséquence logique une instabilité politique et sociale, une économie exsangue, sans parler de la corruption et de l'insécurité.

Nous avons accepté de relever lesdits défis, étant foncièrement convaincu que Madagascar n'a aucune raison de rester pauvre, avec ses potentialités et son peuple dont plus de 50% sont des femmes et plus de 61,3 % ont moins de 25 ans ! Si chacun à son niveau apporte avec détermination sa contribution, l'optimiste que je suis, croit au redressement économique et à la reconstruction nationale qui mènent vers une croissance retrouvée, un triptyque grâce auquel l'Etat peut mettre l'homme au centre de ses préoccupations.

En fait, comme beaucoup d'entre vous, dirigeants et hauts responsables présents dans cette salle, je suis un optimiste né, optimiste pour mon pays, optimiste pour mon continent et optimiste sur notre avenir collectif.

Face aux défis, je pense souvent à ce que Nelson Mandela disait: ***"après avoir grimpé une grande colline, on se rend compte qu'il y a beaucoup plus de pentes à surmonter. Cela paraît toujours impossible jusqu'à ce que cela soit fait."*** Nul doute que cette affirmation reste toujours vraie pour nous tous.

Aujourd'hui en effet, à un an de l'échéance des élections présidentielles de 2018 de Madagascar, après des efforts ardues et laborieux, mais continus et déterminés, je peux dire que Madagascar a franchi un cap et atteint une étape qui permet tous les espoirs, au vu des avancées réalisées, tant au plan d'une stabilité politique, même fragile, que du point de vue des perspectives économiques et sociales.

Dans ce cadre, je peux dire que depuis 2016, Madagascar a recueilli 6,4 milliards de dollars américains en matière d'investissement et d'aide globaux de la part des bailleurs de fonds institutionnels. Ce qui nous a permis de commencer à investir dans les secteurs clés de notre économie et pour l'avenir de notre pays. C'est ainsi que des chantiers ont été ouverts partout, pour réduire durablement la pauvreté de mon pays et agir en faveur des couches les plus vulnérables. S'inscrivent aussi dans le cadre de ces efforts, la normalisation institutionnelle, la gouvernance, la mise en place de conditions menant vers l'apaisement du climat politique, notamment avec la création du Conseil National pour la Réconciliation nationale, la mise en œuvre du Plan National de Développement pour une redynamisation de notre économie à travers une réelle valorisation de nos richesses.

La politique de mise en place d'infrastructures de base dans plusieurs secteurs commence à porter des fruits. Nous sommes aussi portés par le soutien de nos partenaires dans l'accompagnement de la mise en œuvre des principaux axes du Plan National de Développement 2015-2019, dans l'agriculture, l'élevage, l'énergie et la pêche. Enfin, nous avons montré que Madagascar peut jouer sa partition sur l'échiquier mondial en réussissant haut la main, l'accueil et l'organisation de sommets régionaux et internationaux dont le COMESA et le Sommet de la Francophonie dont nous assurons les présidences.

Cette année, nous nous proposons de poursuivre des projets comme l'instauration des Zones Economiques Spéciales dans 2 régions, la création de ville pilote du numérique, l'accélération de la transition énergétique, le renforcement des infrastructures de base pour l'amélioration de l'éducation et de la santé publique.

Toujours dans le secteur social, nous investissons dans l'éducation, la formation des médecins, des enseignants et des ingénieurs.

Dans l'optique d'atteindre l'objectif 4 du développement durable, le Gouvernement a élaboré un Plan Sectoriel de l'Education ambitieux, afin que les enfants malgaches puissent avoir accès à une éducation de qualité.

Nous investissons aussi dans la reconstruction d'un système de santé qui a été vidé et réduit à néant pendant les années sous sanctions. Nous avons ainsi réouvert, les centres

de santé fermés pendant les périodes de crise, pour redynamiser le réseau et l'étendre à l'échelle nationale.

De manière globale, une plateforme sur le Renforcement du Système de Santé pour coordonner les interventions des différents partenaires en matière de santé et renforcer la surveillance des maladies, a été mise en place. Madagascar s'est aussi doté, d'un système de surveillance épidémiologique à base électronique lui permettant de surveiller en temps réel 28 maladies à potentiel épidémique.

Le Gouvernement a en outre, pris des mesures pour promouvoir des actions à long terme, telles que le lancement de la mise en phase de la Couverture Santé Universelle, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, qui est un volet majeur dans la santé de la mère, du nouveau né et de l'enfant.

Dans le domaine de la nutrition, le budget consacré à la Nutrition a été augmenté, la production agricole diversifiée, et des projets d'eau, d'assainissement et de nutrition spécifique en direction des populations vulnérables ont été mis en oeuvre à travers son Plan National d'Action pour la Nutrition.

Nous investissons également dans l'infrastructure en vue de la création d'emplois et de l'accélération de la croissance économique. Nous investissons dans les ports, les autoroutes, les ponts et les aéroports qui réintégreront Madagascar dans le circuit de l'économie mondiale.

Et nous renforçons notre industrie du tourisme pour créer des emplois décentement rémunérés et pour préserver notre écologie et biodiversité unique et inestimable. Dans ce cadre, Madagascar s'est toujours efforcée de respecter les engagements pris internationalement. Ainsi, l'engagement pris à Durban en 2002 de tripler la surface protégée a été honoré : nous en comptons aujourd'hui plus de 6.900.000 hectares, en sus des aires protégées marines.

Pour lutter efficacement contre la pauvreté, il est impératif de créer durablement de la richesse pour le plus grand nombre, tout en assurant une gestion responsable des ressources naturelles et en luttant contre le réchauffement climatique. Il est aussi urgent d'élaborer et de mettre en application un mode de développement durable approprié. La croissance sobre en carbone, inclusive et partagée, créatrice d'emplois notamment pour

les jeunes et les femmes, doit constituer le modèle économique de demain pour assurer aux générations futures de meilleures conditions de vie dans un environnement préservé.

Face aux dérèglement climatique et les menaces sur les ressources naturelles, la biodiversité et les écosystèmes, nous n'avons plus le choix et plus de temps à perdre, nous devons agir vite. C'est à ce titre que nous soutenons l'initiatives du Président français de mettre en place un pacte mondial pour l'environnement. L'occasion m'est ici donnée de remercier le Royaume du Maroc qui vient, dans le cadre de la coopération bilatérale Sud-Sud, d'octroyer à Madagascar, actuellement frappé par la sécheresse, une assistance financière. Cela c'est du concret.

Notre agriculture qui représente 26,4 pour cent du PIB d'ensemble et emploie plus de 75 pour cent de la main-d'œuvre est considérée comme l'un des principaux moteurs de notre économie.

Aujourd'hui, nous déployons des efforts supplémentaires pour relever les défis de mettre en place et développer l'agribusiness: (i) réforme foncière pour permettre l'accès des paysans à la propriété foncière (ii) augmenter la productivité; (iii) construire des infrastructures (par exemple l'irrigation, le séchage, la transformation et l'entreposage); (iv) orienter la production à l'accès au marché; et (v) d'accès aux capitaux, aux semences et aux intrants ainsi qu'aux services techniques et formations.

***Monsieur Le Président,***

***Mesdames et Messieurs,***

A travers ce que je vous ai exposé, il appert que les perspectives économiques de Madagascar sont favorables, avec un taux de croissance se situant autour de 4% pour 2017 et plus de 5% l'année prochaine. Cela créera une dynamique économique et tracera une nouvelle trajectoire de développement pour améliorer la vie de la population Malagasy, l'objectif étant d'élever le rang de Madagascar au niveau moyen des pays à revenu intermédiaire d'ici 2030.

Ce qui me permet de porter à votre connaissance que nous avons initié le processus de réformes pour améliorer l'indépendance de la justice et l'indépendance du bureau de lutte contre la corruption. Nous avons élaboré des mesures visant à protéger l'intégrité de notre processus démocratique, sans oublier la sécurité publique, domaine très sensible à Madagascar.

Les réformes engagées ont permis, de consolider les bases d'une relance économique soutenue et durable.

Je suis convaincu que cette relance sera soutenue par le retour des investissements, les perspectives d'un taux de croissance supérieur à 6% par an à l'horizon de 2020 sont largement accessibles.

***Monsieur Le Président,***

***Mesdames et Messieurs,***

Hier dans son intervention lors de l'ouverture du débat général, le Président de notre Assemblée Générale a formé le vœu que l'année prochaine, son successeur puisse se féliciter des progrès réalisés durant la 72<sup>ème</sup> session face aux défis mondiaux tels que l'état de la paix et de la sécurité dans le monde, les disparités et inégalités mondiales, la pauvreté rémanente, la réalité criante de plus de 65 millions de réfugiés, le terrorisme international, les droits de l'homme, la préservation de la planète... L'Assemblée générale dispose déjà des outils nécessaires et il s'agit maintenant d'en renforcer et d'en améliorer les conditions d'utilisation en mettant notamment l'accent sur la prévention.

A cet égard, je tiens à vous dire Monsieur Le Président que Madagascar vous apportera son soutien. C'est d'ailleurs l'occasion pour moi de réitérer de cette magnifique caisse de résonance qu'est la tribune des Nations Unies, l'appel lancé à Antananarivo lors du 16<sup>ème</sup> Sommet « notre communauté francophone consciente de ses responsabilités, et sur la foi de cette Déclaration d'Antananarivo, est déterminée à œuvrer pour une croissance partagée, un développement durable et responsable, et l'établissement de relations économiques plus justes et plus solidaires, en renforçant notre concertation et notre influence au sein des instances internationales.

En portant haut nos valeurs de solidarité et de partage pour un monde plus apaisé, nous en appelons à un nouveau modèle de développement durable et inclusif répondant aux

préoccupations et attentes de nos peuples. » Point n'est besoin de rappeler l'importance d'investir dans la jeunesse.

***Monsieur Le Secrétaire Général,***

Je me réjouis d'apprendre hier que la première réunion du Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme créé à votre initiative Monsieur le SG, va se tenir l'année prochaine. Madagascar exprime sa disponibilité à travailler étroitement avec les Nations unies pour éradiquer durablement ce fléau.

Je ne saurais enfin terminer mon intervention sans une pensée émue pour le Mexique qui vient de connaître, hier, un nouveau séisme meurtrier dans la ville de Mexico. Au nom de Madagascar, du peuple malgache et en mon nom propre, j'adresse ma solidarité, ma compassion et mes condoléances attristées au Président, au peuple et au Gouvernement mexicains avec une mention particulière pour ceux qui ont perdu des êtres chers et des proches.

Je vous remercie de votre attention.